

TCHERNOLILLE

Retour sur une catastrophe participative

Jusqu'alors réputée pour ses prétentions « événementielles » - on songe ici à l'opération culturelle « Lille 2004 », vite surpassée dans la pompe par « Lille 3000 » -, la ville de Lille s'est illustrée le 4 décembre 2009 dans un tout autre domaine : la préparation de la population au post-accidentel nucléaire. Inspiré par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) mais organisé localement par Environnement Développement Alternatif (EDA), une association écologiste fédérée du Réseau « Sortir du nucléaire »¹, ce colloque « citoyen » se devait de présenter les habits neufs de la gestion du risque à la française : exploitant (EDF), experts officiels (ASN, IRSN, CEPN), élus locaux, contre-experts associatifs (ACRO, GSIEN, Amis de la Terre, etc.) allaient enfin dialoguer publiquement dans la « transparence »².

J'ai déjà évoqué dans *Le Sens du vent*³ cet épisode singulier. S'il n'est pas inutile d'y revenir ici, c'est d'abord parce qu'une demi-douzaine de camarades de la Coordination contre la société nucléaire, réunis pour l'occasion sous l'étendard d'un « Conseil des ennemis de l'atome », se sont efforcés de troubler quelque peu la sérénité de cette représentation ; c'est aussi parce que les « actes » du colloque sont parus depuis sur Internet : restituant à très gros traits des contributions elles-mêmes hésitantes et farcies de langue de bois, ces actes ne feront pas l'objet d'un examen détaillé ; ils viendront seulement compléter ce que nous avons vu ce jour-là⁴.

Le faible effectif rassemblé par le « Conseil des ennemis de l'atome », qui hélas ne trouva sur place aucun renfort, limitait par avance nos possibilités d'action. Il n'y avait pas lieu d'envisager, comme cela s'est vu en d'autres circonstances (débats publics sur le thème manifestement plus rassembleur des nanotechnologies), de faire annuler le colloque ; ni même de le perturber notablement. Avant le « coup d'éclat » qui est brièvement relaté plus bas, notre Conseil s'adonna donc à une propagande plus classique : aux abords du bien nommé « Nouveau Siècle », on accrocha des banderoles, dont les slogans volontairement orduriers entendaient rivaliser avec l'ordure confrencière qui allait se répandre à l'intérieur. A l'entrée du bâtiment, dès l'ouverture, on distribua un tract. Il fut accepté de bonne grâce, non seulement par la centaine de bons citoyens qui venaient assister au colloque, mais aussi par les différents « intervenants ». Les organisations antinucléaires officielles, tant Greenpeace que le Réseau⁵, n'avaient pas jugé bon d'envoyer un cortège, trop occupées sans doute à préparer le Sommet de Copenhague. Seul mérite d'être mentionné à ce stade le tract ahurissant que nous a tendu, en échange du nôtre, un membre de la Fédération Nord Nature.

1. Elle se présente ainsi sur le site du Réseau : « EDA est une association qui réunit des personnes qui ne se retrouvent pas totalement dans le modèle de société qui domine, et ont en commun de chercher des alternatives permettant de réaliser un développement durable. Les actions menées sont citoyennes donc démocratiques et visent à alerter et informer toutes les personnes ».

2. L'ASN a pris dès 2005 ce virage à la fois « pragmatique » (l'accident majeur en France, jusqu'alors nié, devient possible) et participatif : lancement du programme CODIRPA (Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle d'une situation d'urgence radiologique) et création de groupes de travail *ad hoc* réunissant officiels et « parties prenantes » (y compris des associatifs « antinucléaires » comme ceux de l'ACRO ou d'EDA). Voir la *Lettre d'information du Comité Stop Nogent*, n° 116, mai-juin 2008. Disponible sur Internet : http://www.dissident-media.org/stop_nogent

3. *Le Sens du vent : notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables*, éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2010.

4. Ils sont consultables sur le site d'EDA : <http://www.eda-lille.org>

5. Son bureau national avait quelques jours plus tôt pris ses distances avec ce colloque, non sans introduire dans son communiqué, pour qualifier la servitude *volontaire* totalement assumée par EDA, l'intéressante notion de « caution involontaire ».

Cette association affiliée au Réseau voyait ainsi le nec plus ultra du risque nucléaire dans la possibilité laissée à « Monsieur Ben Laden » de « lanc[er] un avion sur Gravelines ». Dans cette perspective, elle prenait résolument les devants en préconisant « qu'un contrôle puisse être exercé par les élus les plus proches de la population », et par conséquent « qu'il y ait dans chaque commune, à la mairie, un compteur Geiger simple et un employé municipal qui a été formé [*sic*] à son utilisation »; pain béni pour un Gilles Hériard Dubreuil⁶ qui, au cours de son exposé, reprit à son compte cette heureuse revendication : « C'est précisément ce à quoi nous sommes arrivés dans le cadre des programmes Ethos et CORE en Biélorussie : l'accès à la mesure pour la population ».

Les organisateurs avaient particulièrement soigné l'intitulé des cinq « tables rondes » successives proposées au public : « Exemples de concertation pluraliste : la gestion à long terme d'un accident nucléaire », « Nouvelles responsabilités des territoires et aspirations citoyennes en matière de santé / environnement : construire ensemble », « Comment favoriser une indispensable montée en puissance citoyenne ? », etc. On ne s'étonnera pas que notre choix se soit vite porté sur cette dernière table ronde : voir côte à côte deux des plus fameux spécialistes du « retour d'expérience » et de la « réhabilitation » des territoires contaminés du Belarus (Jacques Lochard du CEPN et Gilles Hériard-Dubreuil), un représentant de l'IRSN plus, dans le rôle de l'associatif « vigilant », un certain Nicolas Fournier, président des Amis de la Terre de Dunkerque et membre de la CLI de la centrale de Gravelines, c'était presque trop « gros » pour être vrai. Profitant de la candeur de la présidente d'EDA, Anita Villers, soucieuse de rattraper le *couac* de la matinée qui avait vu les portes de sa démocratie participative se refermer au nez de l'un des nôtres (celui-ci avait refusé de s'identifier), nous pûmes tous, l'après-midi venu, pénétrer dans la bergerie, dûment accompagnés par « notre chère Anita », comme dirait Monique Séné⁷.

La communication de Gilles Hériard Dubreuil, hélas, avait déjà commencé. Nous n'eûmes ainsi pas l'occasion de l'entendre citer, comme les actes en font état, quelques-uns des meilleurs morceaux du tract du Conseil des ennemis de l'atome. D'après lui, en effet, la « montée en compétence citoyenne » sur laquelle on lui avait demandé de s'exprimer ne devait « surtout pas éluder la question éthique que l'on retrouve dans les différents tracts qui nous ont été distribués [...]. Il me semble que c'est un débat, une question difficile et qu'il est important de citer toutes ces contributions, ce qui ne signifie pas prendre parti pour telle ou telle position ». Comme il l'a déjà démontré dans le documentaire *Alerte à Babylone*, où il est filmé tranquillement attablé devant un café, Hériard Dubreuil sait adopter, par rapport à la question nucléaire, une *posture* de surplomb : « S'impliquer, pour moi, n'implique pas nécessairement d'être dans un position pro ou antinucléaire », lit-on dans les actes. Et comment, puisqu'en tout cynisme, il ne s'agit que de gérer le fait accompli : « De toutes les façons, qu'on soit pour ou contre ou sans position particulière, les activités nucléaires sont ce que j'appelle des *activités publiques*. C'est-à-dire que nous sommes tous concernés en tant que citoyen ». Il est vrai que les radionucléides se soucient peu des « positions » de ceux qu'ils tuent.

Comparé à Hériard Dubreuil, Jacques Lochard est un expert plutôt balourd⁸. Son intervention, d'ailleurs sévèrement raccourcie dans les actes, fut, sitôt achevée, saluée par nos ironiques acclamations. S'ensuivirent des interpellations vives, d'abord concentrées sur ce même Lochard (celui-ci, à la différence de Hériard Dubreuil – impassible -, prit instantanément un air

6. Directeur de Mutadis Consultants, cabinet spécialisé dans « la gouvernance des activités à risque ».

7. La présidente du GSIEN, « direct[rice] de recherches honoraires (CNRS), physicienne et experte associative », comme nous le précisait le programme, débuta son allocution par ces mots : « C'est un gros effort d'avoir fait cette réunion et c'est une bonne initiative de l'avoir relayée par l'ANCLI (*sic*) qui accueille et encourage toujours notre chère Anita ».

8. A un spectateur de la salle qui doutait de l'efficacité des pastilles d'iode, il fit cette réponse désarmante de franchise : « Ce n'est pas complètement un leurre [...]. Si on sait que le nuage va arriver et si on le temps de les prendre [...], c'est toujours cela de gagné en termes d'exposition des personnes. Cela n'empêche pas les personnes d'inhaler d'autres produits radioactifs ».

contrarié). Suscitant comme de juste l'hostilité générale⁹, nos amabilités se portèrent ensuite sur « l'animatrice-journaliste » du colloque, très empressée de rétablir l'ordre, puis sur ce Fournier, qui, contrairement à son fougueux homonyme de *La Gueule ouverte*, fermait la sienne (autant qu'il m'en souvienne). Lorsqu'il prit finalement la parole, après que nous l'eûmes confisquée une poignée de minutes, ce n'est pas seulement - il est bon de le préciser - du public qu'il reçut des applaudissements nourris, mais aussi et surtout de ses compagnons de tribune : Lochard et Hériard Dubreuil eux-mêmes. On pourrait dès lors regretter que cet Ami de la Terre n'ait pas reçu, en prime, *l'écrase-merde* que l'un des nôtres avait entre-temps ôté de son pied pour le lui projeter. Inutile « débordement », à coup sûr promptement qualifié de « fasciste » : l'assistance était soulagée, aucune opposition ne prenait le relais, il ne restait plus qu'à partir.

Ce que cette perturbation devient dans les actes mérite d'être intégralement rapporté :

« Au moment où Nicolas Fournier allait s'exprimer, la séance a été interrompue par des "propos véhéments" proférés à son encontre par 4 personnes qui ne se sont pas présentées. Elles lui reprochaient notamment son double jeu : manifester pour Sortir du Nucléaire et participer à la CLI de Gravelines. Les propos étaient particulièrement grossiers et inappropriés. Des insultes ont été également adressées à Jacques Lochard et Gilles Hériard-Dubreuil. Il a été proposé aux manifestants de venir s'exprimer à la tribune, ce qu'ils ont catégoriquement refusé. Après quelques minutes de monologues irrévérencieux, ils ont quitté la salle et le colloque a pu reprendre son cours. »

Véhéments, grossiers, inappropriés, insultes, irrévérencieux, la pauvre Anita n'a visiblement pas apprécié notre manière de faire (elle fut il est vrai assez différente des « échanges constructifs et courtois » qu'elle espérait en début de journée). Mais sur le fond, Anita se trompe : nous ne *reprochons* pas à Fournier son « double jeu », qui ne nous surprend guère et ne constitue rien d'autre que la besogne ordinaire de « l'opposant » coopté des temps catastrophistes. Rappelons-le, notre intervention visait avant tout, en tant qu'ennemi principal pour ainsi dire, Jacques Lochard : ses scénarios d'accidents sur transparents, ses cartes de contamination attendue ; mais plus encore le *silence* de la salle durant son allocution : que ces horreurs, loin d'éveiller la seule réaction sensée (une saine colère), puissent être exposées, projetées et écoutées dans le calme le plus respectueux, voilà qui en dit long sur la résignation de la population au désastre.

Cela étant, lisant après-coup les propos de Fournier dans les actes, nous pourrions nous mordre les doigts de n'avoir pas patienté. Tel un garnement pris la main dans le sac de friandises, celui-ci n'a pas lésiné sur l'autocritique : « J'aurais pu être moi-même à votre place, dans la salle », « Je fais partie du Réseau "Sortir du nucléaire" et cela ne m'empêche pas d'être ici [...], je vais m'en expliquer », « Je suis moi-même le premier à militer contre l'énergie nucléaire, je manifeste comme d'autres partout en France », « moi-même je suis un militant antinucléaire, je n'ai pas peur de le dire » (*sic*), « je reste membre du Réseau "Sortir du nucléaire" et le resterai », « ce n'est pas parce que j'interviens aujourd'hui que je compte accepter le risque d'accident nucléaire ». Mais la comédie des faux scrupules n'a qu'un temps : car même s'il n'ambitionne pas d' « obtenir la fermeture de Gravelines dès demain, ça c'est clair », Fournier juge globalement positif le bilan d'activité de sa CLI : « glane[r] pas mal d'infos », « poser les bonnes questions », recevoir des « réponses qui parfois nous satisfont, parfois pas », en « rend[re] compte à la population », laquelle « nous fait confiance et nous délègue, dans un sens, sa citoyenneté », *voilà bien l'essentiel*.

S'agissant du « double jeu » auquel se livrent les « antinucléaires », il est peu relevé que ceux qui viennent, à l'instar de Fournier, laper la gamelle de la participation, sont justement les premiers à vouloir nous faire avaler la tarte à la crème du « lobby nucléaire »¹⁰. Or, ne nous leurrions pas : ce lobby-là n'est pas, aujourd'hui, plus influent que d'autres. Il n'en est pas moins dénoncé avec

9. La protestation la plus virulente, il faut le souligner, émanait non pas de l'estrade mais de l'olibrius de la Fédération Nord Nature, sagement installé au premier rang et supportant manifestement mal de voir surgir une *contestation* antinucléaire.

10. Le renard Hériard Dubreuil n'avait d'ailleurs eu aucun mal à réfuter cette fadaise dans une *Lettre ouverte aux 695 associations du Réseau Sortir du Nucléaire : une analyse du dossier de la direction du réseau Sortir du Nucléaire (RSN) sur "La désinformation nucléaire"*, 7 janvier 2005. Disponible sur le site Internet de Mutadis.

insistance par nos *alternucléaires*, qui y gagnent, outre l'illusion réconfortante qu'il subsisterait *par ailleurs*, au sein des institutions, des processus réellement « démocratiques » et « transparents », un alibi inespéré : si tout en matière nucléaire n'est qu'obscures manœuvres, tractations de coulisse et décisions secrètes, si tout est voué à toujours nous *échapper*, alors à quoi bon chercher la voie d'une critique et d'une pratique conséquentes ? Autant se consacrer à cet « entrisme » de colloque et à une agitation médiatique dans laquelle le Réseau s'est taillé de beaux succès, depuis l'« EPR mon cul » jusqu'aux jeûnes en présence de Monseigneur Gaillot, en passant par la « manifestation virtuelle » de Copenhague.

Craignant peut-être que certains spectateurs n'aient aperçu, dans les divers « dispositifs » de crise et « plans d'urgence » évoqués au cours du colloque, une complication bureaucratique peu compatible avec le « but opérationnel » promis en ouverture, Anita glissa dans son discours de clôture une note d'espoir : « Rendez-vous dans un an ? ». Plus d'un an après, rien de comparable ne s'annonce, ni à Lille ni ailleurs. Mais ne doutons pas que le moment viendra, et qu'un autre Fournier y fera don de sa personne. Nous y serons donc à nouveau, persuadés qu'aucune occasion d'exprimer une contradiction énergique, même extrêmement minoritaire, ne saurait être manquée.

Arnaud Michon
(Janvier 2011)

Sigles et acronymes

ACRO : Association pour le contrôle de la radioactivité de l'Ouest

ANCCLI : Association nationale des comités et commissions locales d'information des activités nucléaires

ASN : Autorité de sûreté nucléaire

CEPN : Centre d'étude pour l'évaluation et la protection dans le domaine nucléaire (association créée en 1976 par EDF et le CEA)

CLI : Commission locale d'information (voir la note en page suivante)

CNRS : Centre national de la recherche scientifique

CODIRPA : Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle d'une situation d'urgence radiologique

CORE : Coopération pour la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés de Biélorussie

EDA : Environnement développement alternatif

EDF : Électricité de France

EPR : *European pressurized reactor* (réacteur à eau pressurisée, dit de « troisième génération »)

GSIN : Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire

IRSN : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire

NOTE SUR LES CLI

« Grenelle avant l'heure », utiles à « poser les divergences et les convergences », selon les mots employés par Jean-Louis Borloo dans un discours vidéodiffusé le 10 décembre 2008, à l'occasion de la 20e conférence nationale des CLI¹¹, les commissions locales d'information méritent quelques précisions.

Les CLI, telles que définies par la circulaire Mauroy du 15 décembre 1981¹², sont créées à l'initiative des Conseils généraux (et financées par ceux-ci) auprès de certains grands équipements énergétiques : « Les équipements concernés sont les centrales électriques thermiques, classiques ou nucléaires, d'une puissance supérieure à 1000 MW, les usines de retraitement des combustibles irradiés, les grands ouvrages hydroélectriques, les stockages souterrains de gaz. Dans certains cas, d'autres ouvrages, lorsque leur construction ou leur exploitation posent des problèmes spécifiques, pourraient se voir dotés d'une telle commission.»

Ces commissions, nullement obligatoires (on en compte 38 aujourd'hui), ont à la fois une « mission d'information » des populations riveraines et une « mission de suivi de l'impact » du grand équipement en question. Pour ce faire, elles disposent « de l'ensemble des informations et des études en provenance des exploitants ou des promoteurs du projet ainsi que des prescriptions qui leur sont notifiées par les administrations qui les contrôlent, à l'exclusion des secrets industriels et commerciaux et sous réserve des secrets de défense nationale et des impératifs de sécurité publique visant la prévention d'actes de malveillance ».

Quant à la composition des CLI, elle est ainsi décrite : « Les élus (maires, conseillers généraux, parlementaires) disposeront au minimum de la moitié des sièges de la commission, et il paraît primordial que le parlementaire, les maires et les conseillers généraux les plus concernés par l'équipement y siègent. Par ailleurs, il conviendra d'offrir la possibilité d'y participer à l'ensemble des forces vives intéressées par l'équipement : représentants des unions locales des principales organisations syndicales, des milieux industriels et agricoles ; et des associations agréées de protection de l'environnement ». *No comment.*

11. Voir <http://www.anccli.fr/>

12. Voir http://www.essonne.fr/fileadmin/Environnement/risques_majeurs/circulaireMAUROY.pdf. Tous les extraits cités ensuite sont tirés de la circulaire.